



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

COPIE

CB → PR

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Catherine FRANKE
Tél : 03 87 34 88 29
Fax 03 87 34 85 15
Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

ARRETE

N° 2006-AG/2- 99

en date du 16 mars 2006

abrogeant les dispositions de l'arrêté préfectoral N° 2005-AG/2-257 du 20 juin 2005 prescrivant la consignation à la S.A.R.L BOYON Jean-Claude d'une somme de 19.200 € (dix-neuf mille deux cents euros) répondant du montant des travaux de clôture à réaliser au niveau de la décharge qu'elle a exploitée à Marly.

LE PREFET DELEGUE A LA SECURITE ET A LA SECURITE PREFET DE LA MOSELLE PAR INTERIM

Vu le Code de l'Environnement, le titre 1^{er} de son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Daniel FEREY, Préfet Délégué à la Sécurité et à la Défense auprès du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-257 du 20 juin 2005 prescrivant la consignation à la SARL BOYON Jean-Claude d'une somme de 19.200 € (dix-neuf mille deux cents euros) répondant du montant des travaux de clôture à réaliser au niveau de la décharge qu'elle a exploitée à Marly.;

Considérant que la S.A.R.L BOYON Jean-Claude a fait l'objet d'une cession, en date du 6 juillet 2001, au profit d'une autre entité juridique ;

Vu les lettres de Monsieur le Trésorier-Payeur Général de la Région Lorraine et de la Moselle en date des 8 décembre 2005 et 18 janvier 2006 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées, en date du 6 mars 2006, constatant que le sol de la décharge n'est plus à considérer comme une source de pollution et que la clôture du site n'apparaît donc plus nécessaire au regard de la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

ARRETE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-257 en date du 20 juin 2005 prescrivant la consignation à la S.A.R.L BOYON Jean-Claude d'une somme de 19.200 € (dix-neuf mille deux cents euros) répondant du montant des travaux de clôture à réaliser au niveau de la décharge qu'elle a exploitée à Marly sont abrogées.

Article 2 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
le Maire de Marly,
les Inspecteurs des Installations classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ le, 16 mars 2006

LE PREFET,
Le Préfet Délégué à la Sécurité et à la Défense
Préfet de la Moselle par Intérim
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé Bernard GONZALEZ